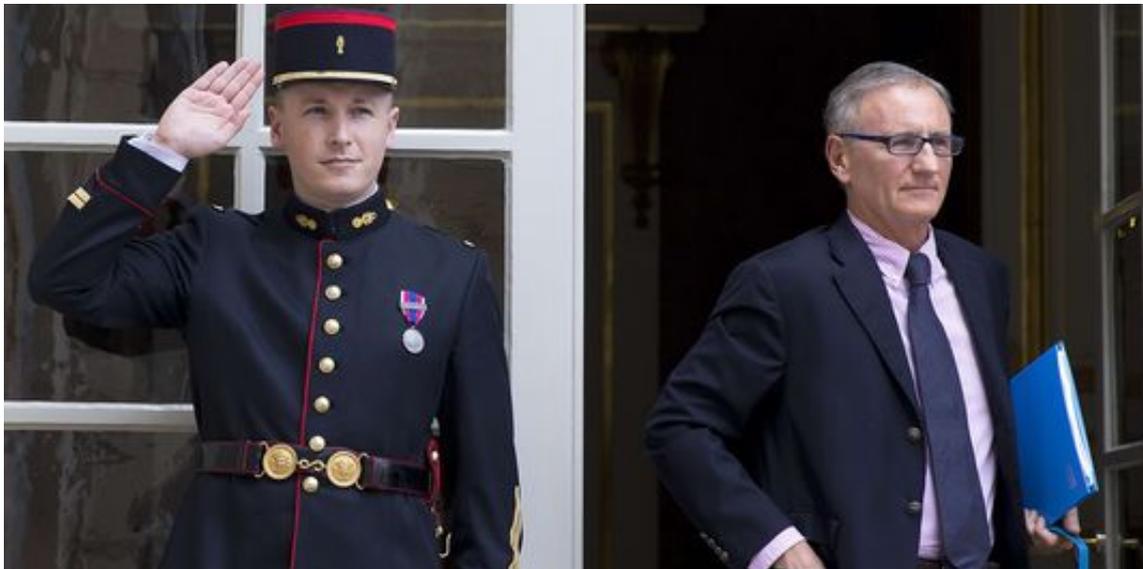


# Réforme territoriale : clarté ? compétitivité ? proximité ?

Le Monde.fr | 08.08.2014 à 16h48 | Par Guy Burgel (Professeur à l'Université Paris Ouest-Nanterre la Défense)



André Vallini, le secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale, à Matignon le 30 mai. AFP/JOEL SAGET

**La tribune publiée dans *Le Monde* ([/politique/article/2014/08/05/la-reforme-territoriale-une-urgence-pour-faire-des-economies-par-andre-vallini\\_4466863\\_823448.html?xtmc=vallini&xtcr=2](#)) du 6 août par André Vallini, secrétaire d'Etat à la réforme territoriale, a un grand mérite : la simplicité des motifs de la loi adoptée en première lecture par le Parlement le 18 juillet. En assignant à la réforme territoriale trois grands objectifs (la clarté, la compétitivité, la proximité), le ministre vise juste. L'argumentation est habile. Est-elle pour autant convaincante ? Reprenons les enjeux dans un ordre différent.**

**La proximité.** Elle est essentielle pour assurer à la fois l'équité de la solidarité nationale, des services publics, et l'exercice de la démocratie locale. Mais à qui fera-t-on croire qu'ils s'exerceront dans des intercommunalités de 20 000 habitants, et pas aux sièges éloignés de régions regroupées se voyant attribuer la gestion des transports, des collèges ou de la voirie ? Dans les zones rurales (60% du territoire national pour 18% de la population), ce n'est pas en reconcentrant les institutions et les décisions qu'on rendra confiance aux citoyens et qu'on désarmera les extrémismes. Beaucoup de Français souffrent autant d'absence de vision à long terme que d'un sentiment d'abandon de leurs préoccupations quotidiennes. Ce n'est pas en confondant les niveaux de traitement de cette double exigence qu'on y remédiera.



(#)

PUBLICITE

**Rejoignez PwC, le leader mondial de l'audit et du conseil (#)**

Saisissez l'opportunité de vous développer, de travailler dans des secteurs variés et de vous construire un réseau durable dans un environnement

**La compétitivité.** Elle est fondamentale pour assurer en Europe et dans le monde le bonheur matériel et culturel de nos concitoyens. Elle ne se décrète pas dans des administrations régionales lourdes, mais dans des instances de mission, chargées de réfléchir et d'agir en concertation entre les élus locaux et l'Etat, sur la vocation de vastes ensembles territoriaux. Une chose serait un conseil régional *Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon*, assurant la gestion de près de 6 millions d'habitants, et une autre, un « conseil stratégique » léger, animant les Suds technopolitains du pays, de l'aéronautique à Toulouse, à la recherche médicale et agronomique à

[Montpellier](#) . Compétitivité ne rime pas nécessairement avec complexité.

**La clarté.** Elle est attendue du législateur dans une époque confuse. Mais la principale serait de [tenir](#) compte des discontinuités et des différenciations des territoires que notamment l'urbanisation accélérée a introduites en [France](#) depuis un demi-siècle. On ne les traite pas magiquement en réduisant le nombre de pièces dans un puzzle géographique simplifié, et en administrant de la même façon des aires métropolitaines denses et des espaces en partie désertifiés et de faible occupation humaine. C'est [confondre](#) l'esprit des Constituants de 1789 et l'inspiration de la réforme nécessaire de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Clarté, compétitivité, proximité. L'équation est bien posée, et le schéma de résolution doit [être](#) simple. Deux niveaux différenciés de gestion administrative et citoyenne peuvent [remplacer](#) le millefeuille institutionnel actuel : les métropoles et les communes dans les espaces les plus urbanisés, les départements et des intercommunalités définies démocratiquement dans l'espace rural et périurbain des [villes](#) petites et moyennes. Dans cette [architecture](#) , les régions deviendraient de grands territoires de prospective économique et sociale à long terme. On conçoit bien le côté révolutionnaire de la proposition. Elle relève seulement de l'innovation, que l'on dit tant [rechercher](#) . Au gouvernement et au législateur d'en [donner](#) l'exemple.